



Les Élu-e-s Vert-e-s au Conseil régional de Bretagne

Rennes, le 25 mai 2009

La Région Bretagne face à la crise économique et sociale Formation

Intervention de Haude Le Guen

Monsieur le Président,

La conversion écologique de l'économie repose sur le développement des compétences professionnelles et leur profonde évolution.

Pour faire face à la crise sociale, un certain nombre de mesures individuelles destinées aux publics les plus exposés, sont proposées. C'est en effet indispensable dans cette période de transition. Mais dans le même temps, notre groupe propose qu'en concertation avec l'État, les collectivités et les partenaires sociaux, nous mettions en place des garanties de transition professionnelle, pour assurer aux salariés un revenu identique à ce qu'ils percevaient, le temps qu'ils acquièrent des compléments de formation nécessaire. Faire en sorte que les droits soient attachés à la personne et non au statut de l'emploi.

Plus globalement, la Région Bretagne doit conduire une politique volontariste dans l'adaptation de la formation initiale et continue aux besoins des nouvelles compétences dans les secteurs de la mobilité, des énergies, de l'agriculture, des services aux personnes. Il s'agit de diversifier et de structurer tous les aspects de la formation initiale et continue dans un souci de complémentarité et d'efficacité. Faire évoluer le modèle breton suppose un changement de culture professionnelle. De nouveaux champs immenses d'activité professionnelle, s'ouvrent désormais.

Il ne s'agit donc pas de faire comme avant en ajoutant un module, une spécialité développement durable comme le document nous le propose. Prenons un exemple : il ne suffira pas de former un chauffagiste aux nouvelles chaudières à bois ou aux pompes à chaleur, mais de former un

professionnel à tous les enjeux du développement durable dans la construction. C'est donc un nouveau concept de formation qu'il faut mettre en place. En cela, nous répondrons à l'aspiration de nombreux jeunes qui au-delà d'un métier, veulent trouver du sens à leur activité professionnelle. Prenons le secteur agricole où il n'est besoin que de se référer au document de l'ADASEA qui met en évidence « que 30 % des candidats inscrits à l'installation agricole sont des jeunes qui souhaitent s'installer sur des exploitations plus petites; à forte valeur ajoutée, nécessitant moins de capital ». Ce document insiste sur le fait que ce phénomène est en forte augmentation depuis 2 à 3 ans.

Même constat dans le domaine de l'énergie où l'UBS et l'UBO sont saturées de centaines de demandes pour leur licence professionnelle consacrée à ce secteur.

Nous devons donc concevoir un plan de formation qui satisfasse à des exigences multiples :

- répondre aux aspirations des jeunes
- répondre aux besoins d'une vraie économie verte, constructive et non réparatoire comme le disait Marie-Pierre Rouger tout-à-l'heure.
- - concevoir des formations structurantes pérennes qui soient en même temps être assez souples pour s'adapter aux innovations
- permettre la transversalité et donc être à un niveau assez haut

Tout cela ne sera pas simple.